

◀ Communiqué de la fédération SUD éducation ▶

Annonces du gouvernement sur les violences sexuelles et sexistes : SUD éducation dénonce l'enfumage gouvernemental

À l'issue du "Grenelle contre les violences conjugales", le Premier Ministre a fait de nombreuses annonces.

Pour ce qui concerne l'éducation, le gouvernement n'annonce rien de concret : il prévoit simplement de rendre obligatoire uniquement pour les enseignant-e-s une formation "égalité filles-garçons" qui existe déjà, et que les textes officiels prévoyaient. Cette annonce constitue en réalité un retour en arrière : les textes actuels prévoient ainsi que tous les personnels soient formé-e-s, notamment les assistant-e-s d'éducation (AED), les accompagnant-e-s d'élèves en situation de handicap (AESH). Cela inclut également la hiérarchie, dont la gestion des violences sexistes et sexuelles est déplorable.

Le gouvernement ne prévoit pas de décorrélérer l'éducation affective et sexuelle de l'enseignement des Sciences et vies de la terre au collège. Il refuse en effet de faire appliquer la circulaire EAS de 2018 qui prévoit trois séances par niveau et par an prises en charge par toute l'équipe éducative. De même, il n'est toujours pas question d'une éducation systématique sur la question du consentement, alors que les élèves sont confrontées quotidiennement aux violences sexistes et sexuelles dans les écoles et établissements scolaires.

Alors qu'une circulaire relative à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans la fonction publique était publiée par le gouvernement en 2018, elle n'est absolument pas appliquée par l'administration de l'Éducation nationale. L'administration se mure dans le silence. Elle tente le plus souvent de minorer ou de nier les faits lorsque des agent-e-s ou des élèves rapportent des faits de violence sexiste et sexuelle. Elle continue ainsi d'éloigner la collègue victime plutôt que son agresseur du lieu de travail.

Les textes qui permettent d'agir contre les violences sexistes et sexuelles sur les lieux de travail existent, mais le gouvernement refuse de les appliquer. Pire, il cache la poussière sous le tapis, en se refusant à communiquer des statistiques fiables sur le sujet.

Enfin, le gouvernement multiplie les annonces, mais derrière les beaux discours se dissimule une réalité plus embarrassante : la baisse continue des moyens humains et matériels dans les écoles et établissements rend impossible d'assurer la sécurité des élèves. Dans les établissements, il manque des AED pour s'assurer que les passages aux toilettes des élèves puissent être réalisés dans des conditions sereines. Il manque des infirmières et assistantes sociales présentes à temps plein dans les établissements.

Derrière cette opération de communication, le gouvernement ne fait rien d'autre que de l'enfumage, alors que les violences sexistes et sexuelles sont au quotidien de nombreuses élèves et agentes.

SUD éducation revendique :

**l'application immédiate de la circulaire de 2018 relative à la prévention des violences sexistes et sexuelles, et notamment une véritable protection des agent-e-s ;
des moyens humains suffisants pour assurer la sérénité de la vie quotidienne dans les écoles et les établissements.**